

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EWELLIX SKF MotionTechnoex TRANSROL SKF

148 rue Félix Esclangon
ZI de Bissy
73000 CHAMBERY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement EWELLIX implanté 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 CHAMBERY. L'inspection a été annoncée le 12/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EWELLIX
- 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 CHAMBERY
- Code AIOT : 0010700009
- Régime : Autorisation

La société EWELLIX exploite une activité de travail mécanique des métaux, de dégraissage et de traitement des métaux. Elle fabrique depuis 1970 des vis à billes et à rouleaux utilisées dans un grand nombre d'applications industrielles pour le marché médical, l'aéronautique, la robotique, l'armée. Elle bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral du 03/02/2014, et d'un arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'étude des rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en date du 29/08/2012.

La société devrait passer dans le giron de l'équipementier automobile allemand SCHAEFFLER d'ici fin 2022. Dans le cadre de son développement, de nouveaux investissements vont porter sur l'installation d'un nouvel atelier de traitement thermique automatisé au sein d'une extension du bâtiment existant, sur la poursuite de la robotisation des lignes de production et la rénovation thermique des bâtiments. Un cas par cas et un porter à connaissance ont été déposés respectivement le 13/07/2022 et le 15/03/2022. La décision préfectorale du 28/07/2022 ne soumet

pas le projet de modifications à évaluation environnementale.

L'inspection a permis de faire le point sur l'instruction de ce dossier, et a abordé notamment les thèmes suivants :

- gestion et préservation de la ressource en eau
- cessation d'activité
- projet de modernisation de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion et préservation ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, Annexe 3	/	Sans objet
2	Cessation d'activité partielle	Décret du 19/08/2021, Article 6 et suivants	/	Sans objet
3	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, Article 1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités de la société EWELLIX sont considérées comme présentant une faible consommation d'eau annuelle. A ce titre, l'établissement est exempté des mesures de restriction d'usage de l'eau additionnelles, spécifiques aux périodes de sécheresse.

Dans le cadre du projet de modernisation de son installation, l'exploitant doit compléter son porter à connaissance et recalculer le montant des garanties financières. Il doit également engager la procédure de cessation de l'activité de phosphatation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion et préservation ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, Annexe 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sécheresse
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral n°2022-0456 fixe pour le département de la Savoie le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et nappes d'eau souterraines. Les établissements produisent une réflexion visant à déterminer des mesures de restriction d'usage de l'eau additionnelles, spécifiques aux périodes de sécheresse. Elles consignent ces mesures dans un document qui sera tenu à disposition des services de contrôle.
Constats : L'établissement consomme moins de 7000 m ³ /an, il n'est donc pas tenu de mettre à disposition des services de l'inspection un plan d'économie d'eau consignant les mesures de restriction d'usage de l'eau additionnelles spécifiques aux périodes de sécheresse. Il est cependant rappelé que les usages de l'eau accessoires non liés au process sont concernés par les mesures de restriction identiques à celles appliquées aux usagers collectifs (arrosage des pelouses, lavage des véhicules, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Article R512-39-1 et suivants du Code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci.
Constats : Il est rappelé à l'exploitant que la procédure de cessation d'activité a été modifiée, à compter du 01/06/2022, par le décret n°2021-1096 du 19/08/2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement. Selon l'exploitant, l'activité de phosphatation devrait être arrêtée fin 2022. L'exploitant doit mettre en oeuvre la procédure de cessation d'activité selon les modalités du décret n°2021-1096 du 19/08/2021, qui introduit notamment l'obligation, après notification au préfet de la date d'arrêt définitif des installations, de faire appel à un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués pour attester de la bonne mise en œuvre de la cessation d'activité (3 attestations : mise en sécurité du site concerné, réhabilitation et travaux).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article Article 1.6 et 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance et Garanties financières
Prescription contrôlée : <u>Porter à connaissance :</u> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. <u>Garanties financières :</u> Tout élément de nature à modifier le calcul du montant des garanties financières sera communiqué sans délai à monsieur le préfet de la Savoie.
Constats : <u>Porter à connaissance :</u> Conformément à l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la société EWELLIX a porté à la connaissance du préfet, le 15/03/2022, les modifications qu'elle souhaite mettre en œuvre. Toutefois des compléments sont attendus, notamment sur les dispositions prévues pour le désenfumage des locaux, le dimensionnement des besoins en eau pour la défense contre l'incendie, et le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction. <u>Garanties financières :</u> Le montant des garanties financières doit être recalculé en prenant en compte les modifications prévues des conditions d'exploitation, et selon les modalités définies à l'arrêté du 31/05/2012, relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet